

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle 2019

N° 296 / Avril 2020

L'ÉCONOMIE DE WALLIS-ET-FUTUNA EN 2019

Un nouvel élan s'amorce dans un climat incertain

En 2019, l'économie de Wallis-et-Futuna a retrouvé une **trajectoire favorable**, en amélioration par rapport à la situation en demi-teinte de l'année précédente. Toutefois ce nouvel élan s'amorce dans un **climat d'incertitude** face au développement de la pandémie de Coronavirus Covid-19 qui perturbe fortement les circuits économiques.

Après avoir marqué le pas en 2018, **l'investissement** des entreprises repart sur une tendance positive. La **consommation des ménages**, socle important de l'activité, progresse nettement mais cette évolution atteint ses limites avec la dégradation des indicateurs de vulnérabilité. Avec l'achèvement du processus de péréquation tarifaire, la baisse du coût de l'électricité continue de freiner la hausse des prix.

L'activité s'est redressée modérément dans la plupart des secteurs, le commerce étant particulièrement dynamique au second semestre. Le BTP commence à sortir de sa phase de stagnation, bien que la reprise soit fragile et reste à concrétiser.

Les crédits accordés à l'économie privée sont bien orientés, grâce à l'évolution des crédits aux entreprises tandis que l'encours des crédits aux ménages progresse plus modérément. La **sinistralité** se situe à un plancher historique, alors que les **actifs financiers** restent bien orientés.

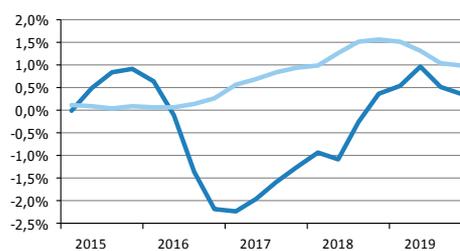
L'activité reprend son souffle

L'inflation modérée par un repli marqué du prix de l'énergie

L'indice des prix à la consommation (IPC) **progresse faiblement de 0,4 %** en moyenne en 2019 comme en 2018.

À l'exception de l'énergie, les prix subissent une hausse allant de 1,2 % pour l'alimentation à 3,1 % pour les produits manufacturés, avec une hausse intermédiaire de 1,9 % pour les services. La **baisse du prix de l'énergie** est plus marquée cette année que la précédente (-13,1 % contre -4,6 % en 2018). Cette diminution s'explique principalement par la **chute du prix de l'électricité** (-34,6 % par rapport à 2018), suite à l'achèvement du processus de péréquation tarifaire.

Indice des prix à la consommation
(évolution de la moyenne annuelle mobile)



Source : STSEE, INSEE

Un emploi en recul

Au 30 septembre 2019, **2 189 salariés** sont déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), soit 74 salariés de moins qu'au 30 septembre 2018. L'emploi dans le **secteur privé** est stable (-0,4 %) en rythme annuel et comptabilise 912 salariés. Le secteur des **services** est en repli de 9,3 %, représentant 44 % des effectifs du secteur privé, tandis que les autres secteurs sont en hausse, particulièrement le **commerce** dont la progression (+8,6 %) aide à compenser l'évolution des services.

Bien qu'en repli (-5,2 % sur un an), le **secteur public** reste prépondérant mais présente la proportion la plus faible de ces dernières années (58,3 %), soit 1 277 salariés.

Net rebond des importations

Les **importations de biens** progressent de 8,0 % par rapport à 2018, passant de 5,7 milliards de F CFP en 2018 à 6,2 milliards en 2019. Ce niveau est significativement supérieur à la moyenne des années précédentes, retrouvant le niveau de l'année 2017, marqué par l'importation du matériel pour le câble numérique. Avec 1,1 milliard de F CFP, **l'Hexagone demeure le principal fournisseur** du Territoire en 2019, avec une part de marché de 18,1 %.

Les importations en valeur de **produits énergétiques** restent dynamiques (+10,5 %), après une hausse de 12,0 % en 2018. Les importations en volume augmentent plus modérément (+2,5 %), traduisant un renchérissement du coût de ces importations. Ces produits représentent 16,1 % des importations de biens du Territoire. Enfin, les importations des **produits de l'industrie de l'automobile** se rétractent de 2,7 %, constituant 9,6 % des importations totales, en liaison avec la baisse du nombre d'immatriculations entre 2019, 199 véhicules contre 224 l'année précédente. **Singapour reste le deuxième fournisseur** de biens du Territoire avec 15,8 % du total des importations, grâce à sa part de marché pour les produits énergétiques (93 % en 2019). **L'Union européenne retrouve sa place comme troisième** fournisseur de l'archipel, sa part de marché passant de 10,5 % à 12,4 %. Parmi les principaux importateurs représentant plus de 85 % des importations du Territoire, la part de l'Europe progresse légèrement, de 29,1 % à 30,5 % en 2019 tandis que celle de l'Asie augmente (de 20,8 % à 24,1 %) au détriment de l'Océanie (de 34,2 % à 31,2 %).

Les **recettes douanières** sont bien orientées (+9,4 % sur un an), à 2,1 milliards de F CFP. La hausse des taxes intérieures de consommation (+58,7 millions de F CFP, soit +11,3 %) et des taxes d'entrée (+49,0 millions de F CFP, soit +5,1 %) explique en partie cette augmentation. Point marquant de l'année, **les recettes issues des affaires maritimes** progressent de 29,7 millions de F CFP (+31,5 %) à elles-seules, une augmentation presque aussi importante que celles de l'ensemble des droits de douanes, qui augmente de 38,9 millions de F CFP.

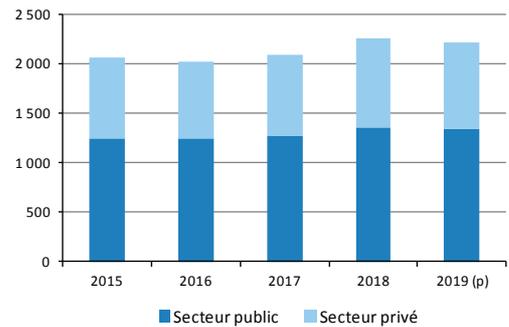
Vigueur de la consommation

Portée par une inflation modérée et une situation encore favorable pour les crédits, **la consommation des ménages progresse nettement**. Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont toutefois mal orientés en fin de période. Les importations de **biens de consommation** se renforcent (+10,0 %, après +2,1 % en 2018), représentant 34,9 % des importations totales. Les **biens non durables**, qui constituent la plus grande partie de la consommation (36,0 % des importations totales), augmentent de 9,8 % tandis que les **biens durables** suivent une tendance similaire (+11,5 %) bien que leur poids soit plus faible (3,4 % du total).

Poste majeur dans la consommation non durable des ménages (25 % du total), les importations de **biens agroalimentaires** sont en rebond de 7,1 %.

La **consommation d'électricité** sur le Territoire est en hausse (+7,1 %), stimulée par la baisse du prix dans le cadre de la péréquation tarifaire.

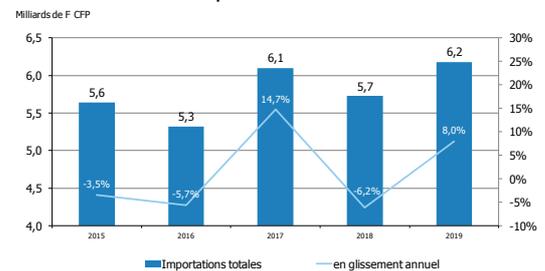
Évolution de l'emploi déclaré localement



Source : CPSWF

Données en moyenne annuelle, (p) données sur les trois premiers trimestres

Importations totales



Source : Douanes

Importations de biens de consommation



Source : Douanes

Les immatriculations de **véhicules neufs de tourisme** retrouvent un niveau proche de 2017 à 88 unités en 2019 (contre 107 véhicules en 2018).

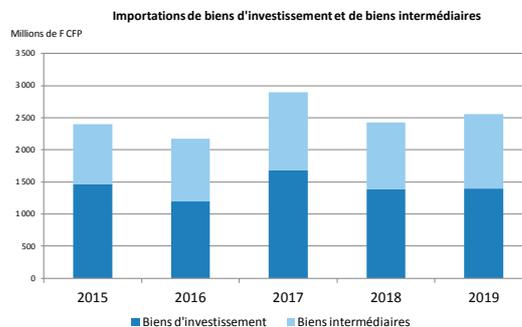
L'encours des **crédits à la consommation** augmente modérément sur un an (+2,2 %), pour s'établir à 1,5 milliard de F CFP.

Reprise de l'investissement

L'investissement se réoriente favorablement en 2019. Les importations de **biens d'investissement** sont stables (+0,9 %), la baisse des produits de l'industrie automobile étant compensée par la hausse des équipements mécaniques. Les importations de **biens intermédiaires** augmentent de 11,4 %, suite à une progression des importations de produits chimiques et plastiques. Les parts dans les importations totales s'élèvent à 22,5 % pour les biens d'investissement et à 16,1 % pour les biens intermédiaires.

L'encours des **crédits d'exploitation et d'investissement** rebondit de 19,1 %, passant de 534,1 millions de F CFP en 2018 à 636,3 millions à fin 2019, cette évolution provenant d'une hausse des crédits accordés localement.

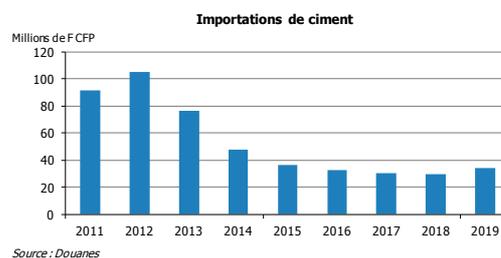
L'acquisition de **véhicules utilitaires neufs** s'inscrit dans cette tendance : on dénombre 104 immatriculations en 2019, contre 92 en 2018.



Les secteurs économiques reprennent leurs marques

Le BTP amorce sa reprise en douceur

En 2019 une **légère reprise** s'amorce pour le secteur du BTP. En effet, si ce secteur a été très dynamique entre 2010 et 2013 grâce à de nombreux projets (construction du port de Mata'Ututu, infrastructures sportives en vue des Mini-Jeux, reconstruction liée aux dégâts engendrés par les cyclones Tomas et Evan), il souffrait depuis d'une faible commande publique et privée. **Les importations en valeur de ciment** progressent de 14,7 % par rapport à l'année précédente (34 millions de F CFP en 2019 contre 30 en 2018), bien que la hausse soit moins forte en volume (+4,2 %).

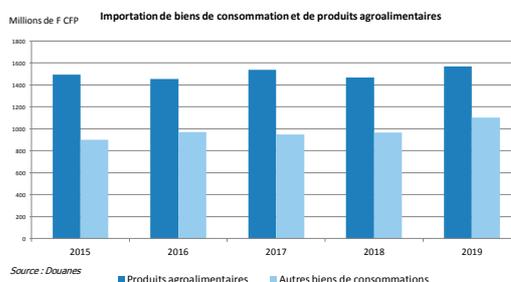


La fin de l'année a été marquée par les travaux préparatoires pour la **construction du quai de Leava** à Futuna (pour une valeur de 1,5 milliard de F CFP) programmés en 2020 malgré de multiples retards. Le secteur emploie **73 salariés** au 30 juin 2019 contre 69 à la même date en 2018. Pour rappel, le secteur employait 104 salariés en 2012 et 134 en 2013.

Un bilan positif pour le secteur du commerce

Le secteur du **commerce** se modernise, conservant une place prépondérante dans l'activité économique du Territoire. Principal poste des importations avec un quart des importations totales (1 571 millions de F CFP), les **produits des industries agricoles et alimentaires** progressent de 7,1 %, les **produits agricoles, sylvicoles et piscicoles** croissent également (+18,8 %) tandis que les importations des **autres biens de consommation** sont bien orientées (+14,1 %).

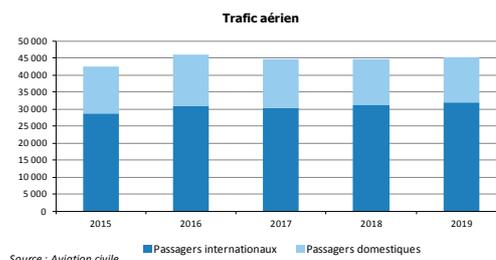
Parallèlement le secteur commercial bénéficie d'avancées dans le domaine de la monétique. Le **nombre de cartes bancaires** progresse nettement (2 154 contre 1 375 en 2018) ainsi que le **nombre de commerçants équipés d'un terminal de paiement électronique** (71 contre 57). Ces évolutions, associées à l'installation d'un deuxième distributeur de billets au Service des Postes et Télécommunications constituent des éléments encourageants pour faciliter les paiements. Par ailleurs, un nouvel espace de vente modernisé a été ouvert au Fenuarama au début de l'année 2019. L'emploi dans le secteur du commerce augmente de 8,6 % entre les mois de septembre 2018 et 2019, passant de 302 employés à 328.



Stagnation de la fréquentation du Territoire

L'année 2019 s'inscrit dans la continuité en termes de fréquentation touristique. Comme pour les deux dernières années, on dénombre près de **45 000 passagers** cumulés sur les vols internationaux et domestiques (+1,0 % par rapport à 2018).

L'État, le Territoire et la compagnie Aircalin ont signé un avenant à la convention de délégation de service public pour la desserte aérienne entre Wallis-et-Futuna, portant notamment sur l'allongement de la durée de la convention jusqu'à fin 2023.



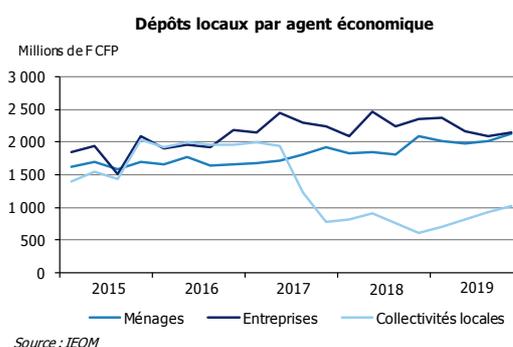
Le **trafic international** (+3,0 % sur un an) représente plus des deux tiers des passagers, le **trafic intérieur** est quant à lui en baisse (-3,5 % sur l'année) soumis aux aléas climatiques. Une mission d'experts de la SPTO (« South Pacific Tourism Organisation ») a établi un diagnostic des atouts et faiblesses dans le domaine du tourisme. L'archipel dispose d'un **patrimoine naturel et culturel riche et préservé** mais souffre d'un **manque de visibilité** qui constitue un frein à son attractivité. Une amélioration de la visibilité du Territoire augmenterait la demande potentielle pour le tourisme, sans laquelle ce dernier ne pourra pas se développer dans de bonnes conditions. Différentes actions ont été mises en place ou sont prévues à court terme comme le lancement d'un portail Internet dédié et la mise en place d'un Office du Tourisme.

Une activité financière contrastée

Hausse des actifs financiers des ménages et des collectivités locales

Les actifs financiers sont globalement en hausse en raison du redressement des dépôts des collectivités locales et de la croissance des actifs détenus par les ménages.

Le total des **actifs financiers** détenus par les agents économiques s'élève à 6,7 milliards de F CFP, contre 6,4 milliards l'année précédente, soit une hausse de 4,6 % sur un an. Cette dernière est la conséquence de l'augmentation des **dépôts à vue** (+270 millions de F CFP, soit +6,1 %), due à la forte progression des dépôts des collectivités locales (+425 millions de F CFP) et à celle, plus modérée, des ménages (+51 millions de F CFP, soit +3,4 %). A contrario, les entreprises enregistrent une baisse de leurs dépôts (-207 millions de F CFP, soit -8,8 %).



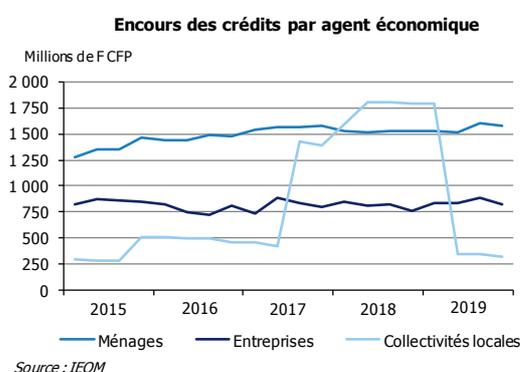
À l'inverse de l'année 2018, les **placements liquides ou à court terme** diminuent (-11 millions de F CFP, soit -1,9 %) tandis que **l'épargne à long terme**, placée hors zone d'émission, rebondit (+33 millions de F CFP, soit +2,4 %). Ces deux types de produits sont détenus à 99 % par les ménages à fin 2019, ces derniers détenant comme pour les deux dernières années, plus de la moitié des actifs totaux (52,7 %).

En complément de ces actifs financiers, la **monnaie fiduciaire** est particulièrement présente dans l'archipel et poursuit sa progression depuis plusieurs années. La **valeur des billets émis depuis le Territoire** atteint ainsi 2,6 milliards de F CFP, en croissance de 9,2 %, après +5,3 % en 2018 et +5,0 % en 2017.

Progression des crédits hors collectivités locales

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires** atteint 2,7 milliards de F CFP en 2019, contre 4,1 milliards en 2018, en baisse de 33,3 % sur l'année. Cette baisse s'explique par le remboursement du préfinancement du câble haut débit Tui Samoa.

Parallèlement, l'encours des **crédits aux ménages** est en augmentation (+2,6 %, soit 1,6 milliard de F CFP), suite à la hausse des crédits à la consommation (+2,2 %), qui représentent comme l'année dernière plus de 95 % de l'encours. Les crédits à l'habitat rebondissent également (+12,0 %), à 63 millions de F CFP fin 2019. Enfin, les **crédits aux entreprises** sont en croissance (+8,2 % en 2019), ils s'élèvent désormais à 830 millions contre 767 millions de F CFP un an auparavant.



La vulnérabilité des ménages s'accroît

L'encours global des **créances douteuses brutes** baisse de manière notable (-10,7 %), s'élevant à 111 millions de F CFP en 2019 contre 125 millions en 2018. Suite à la baisse de l'encours sain, le **taux de créances douteuses** se redresse mécaniquement à 3,9 % (+1,1 point sur un an).

A fin 2019, le nombre de **personnes physiques en interdiction bancaire** est en rebond (+6,5 %) pour la première fois depuis plusieurs années. Après 186 personnes en interdiction bancaire en 2018, on recense 198 personnes en interdiction bancaire, ce qui reste cependant inférieur aux 216 personnes dans cette situation fin 2017. Les **incidents de paiement par chèque** sont en forte hausse (+68,5 %) avec 509 incidents en 2019 contre 302 en 2018, sans toutefois atteindre le niveau de 2017 (635 incidents). Seule évolution positive, le nombre de **personnes morales** en situation d'interdiction bancaire diminue encore, passant de 15 à 12 entités.

Perspectives

Le début de l'année 2020 est marqué par la **crise du coronavirus**, dont l'impact sur l'activité de l'archipel est encore difficile à évaluer. Le Territoire est entré dans la crise par les **secteurs économiques en relation avec l'extérieur** : hôtellerie, transport, agences de voyage. La **résilience de l'économie** dépendra de la durée de la crise et de la capacité des entreprises, principalement des TPE à gérer leur trésorerie, tout en préservant leur organisation et leur outil de production. Un certain nombre de projets publics seront certainement mis en attente d'approvisionnements extérieurs.

La mise en place d'un **pilotage de la commande publique** via la stratégie de convergence devra être d'autant plus au rendez-vous pour préparer la sortie de crise et entraîner dans son sillage l'activité privée.

Cette crise sera probablement l'occasion de mieux prioriser l'utilisation des fonds publics sur les biens communs des habitants en se focalisant sur la santé et la préservation de l'environnement.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : S. ATTALI

Rédaction : C. BERTHAULT

Éditeur et imprimeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna

Achévé d'imprimer : avril 2020 – Dépôt légal : avril 2020 – ISSN 2679-0769